rijk hebt gerekend wat bepaalde opbrengsten betreft. We moeten dat zeker verder nakijken want als het geld niet naar Justitie vloeit, dan zal u de centen voor alle zaken die u wil verwezenlijken immers elders moeten gaan halen.

06.07 Katja Gabriëls (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Dit toont aan dat we toch moeten opletten met dergelijke communicatie en met grote krantenkoppen. Het is goed dat u vandaag duidelijkheid creëert naar aanleiding van deze vragen.

De kaders zijn inderdaad nergens volledig ingevuld. Dat is geen probleem dat gisteren is ontstaan. Het is positief dat u het initiatief neemt om die rigide kaders te wijzigen en het statuut bij te stellen. Meer verantwoordelijkheid voor het College in het kader van autonoom beheer kan alleen maar positief zijn.

Tot slot, het is binnen ons justitiesysteem perfect logisch dat aangehouden en voorrang krijgen. U hebt vandaag echter bevestigd dat dit dossier niet van de rol is gehaald en dat het in november kan worden behandeld, wat positief is. Ik hoop dan ook samen met u dat dit ten aanzien van de buitenwereld kan worden rechtgezet en dat het dossier zijn noodzakelijk vervolg zal kennen.

06.08 Minister Vincent Van Quickenborne: Collega Dillen had nog een bijkomende vraag gesteld. We werken aan een voorontwerp van wet om dat aan te passen. Ik hoop dat het ontwerp nog vóór de zomer naar de commissie voor Justitie kan komen, maar dat hangt natuurlijk af van de adviezen die we krijgen. Het zal dus alleszins voor dit jaar zijn.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

07 Question de Claire Hugon à Vincent Van Quickenborne (VPM Justice et Mer du Nord) sur "Les aménagements raisonnables au sein du SPF Justice pour les personnes en situation de handicap" (55017427C)

07 Vraag van Claire Hugon aan Vincent Van Quickenborne (VEM Justitie en Noordzee) over "De redelijke aanpassingen voor personen met een handicap bij de FOD Justitie" (55017427C)

07.01 Claire Hugon (Ecolo-Groen): Madame la présidente, monsieur le ministre, l'article 13 de la convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées consacre le droit d'accès à la justice pour ces personnes. Il prévoit deux

garanties afin que ce droit soit respecté: d'une part, la mise en place d'aménagements raisonnables et procéduraux au bénéfice des personnes en situation de handicap; d'autre part, la formation des professionnels dans cette matière.

Il est important de se rappeler que cette convention a été ratifiée par la Belgique en 2009 et qu'elle est donc d'application immédiate. Malgré cela, le rapport d'Unia de 2019 ainsi que des rapports effectués pendant la crise covid font état du fait que la Belgique conserve des lacunes en la matière.

En pratique, beaucoup de difficultés sont rapportées au sujet du manque d'aménagements raisonnables, notamment dans les procédures civiles et pénales où les outils de communication sont restreints. À cet égard, on constate un manque important d'interprètes assermentés en langue des signes de Belgique, ce qui a pour effet d'encore restreindre les droits des personnes sourdes, qui constituent une minorité déjà particulièrement vulnérable.

Les personnes autistes, quant à elles, n'échappent pas à cette réalité du manque d'aménagements raisonnables dans les procédures. Elles auraient besoin, par exemple, qu'une personne ressource les accompagne et traduise, face au juge, leur parole.

Pour ce qui concerne la formation des professionnels, j'ai eu l'occasion de rencontrer des représentants de l'ASBL Droit, Handicap et Inclusion, qui vise à rendre le droit accessible aux personnes en situation de handicap et à leurs familles. Ils me rapportaient que dans quasiment tous leurs dossiers, ils constataient un manque de formation des différents professionnels de la justice concernant la matière du handicap.

Monsieur le ministre, des mesures sont-elles prévues pour pallier la pénurie d'interprètes en langue des signes? Des mesures spécifiques sont-elles prévues ou vont-elles être prévues pour les personnes autistes?

Comptez-vous développer une formation obligatoire sur la matière du handicap pour les personnes travaillant dans l'administration de la Justice? Avez-vous nommé un référent handicap dans votre administration? Je vous remercie.

07.02 Vincent Van Quickenborne, ministre: Chère collègue, en ce qui concerne votre première question, j'ai l'intention de rendre la

justice plus accessible et plus humaine, comme vous le savez. Nos tribunaux sont souvent des bâtiments historiques dont l'accès aux personnes handicapées n'y est pas aisé. Au niveau de la construction et de la rénovation de tels bâtiments, je garde à l'esprit le principe de l'*universal design*, c'est-à-dire l'accès pour tous et toutes, y compris pour les personnes en situation de handicap. L'accès à la justice pour les sourds et les malentendants relève plutôt d'un soutien au langage. C'est pourquoi, lors de l'élaboration des registres nationaux des traducteurs et des interprètes assermentés et des juristes, des interprètes en langue des signes ont été explicitement recherchés afin de les inclure dans ces registres.

J'en viens à votre deuxième question. Les audiences sont ouvertes au public. Il est donc possible de venir à tout moment avec une personne accompagnante.

Pour ce qui concerne votre troisième question, à l'heure actuelle, il n'y a pas de formation obligatoire en matière de handicap. Cependant, l'Institut de Formation de l'Administration fédérale (IFA) propose la formation "Gérer la diversité dans un contexte de recrutement et de sélection". Les collaborateurs du SPF Justice ont la possibilité de suivre cette formation pendant leurs heures de travail. En outre, le département de la Justice s'efforce de suivre, dans la mesure du possible, les recommandations de la Commission d'accompagnement pour le recrutement de personnes handicapées dans l'administration publique fédérale (CARPH) telles que reprises dans le rapport annuel.

En ce qui concerne votre dernière question, un point de contact pour le handicap a en effet été désigné au sein du SPF Justice, tant au niveau administratif qu'au niveau politique. Ces informations ont été transmises au SPF Sécurité sociale qui fonctionne comme mécanisme de coordination belge, conformément à la convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées.

07.03 **Claire Hugon** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses.

En ce qui concerne le premier aspect, à savoir l'accès aux bâtiments, j'ai bien conscience qu'il s'agit généralement de bâtiments déjà anciens et que leur aménagement dépend de la compétence de votre collègue Mathieu Michel, en charge de la Régie des bâtiments. Je ne manquerai pas de l'interroger à ce sujet, et je note notamment que

vous avez prévu une recherche active d'interprètes en langue des signes.

S'agissant de l'accompagnement des personnes autistes, tout le monde est bien entendu le bienvenu. Ma question portait sur la possibilité de mettre à la disposition des personnes autistes des accompagnants dépendant du SPF Justice.

J'entends également votre réponse pour ce qui concerne la formation et le point de contact handicap, et je vous en remercie. Mes questions sont bien évidemment en lien avec l'insertion récente d'un nouvel article 22^{ter} dans notre Constitution, qui ne peut demeurer une avancée symbolique. Pour cette raison, je serai attentive à ce que nous remplissions collectivement ce cadre et à ce que nous donnions de la substance et du concret à ces engagements en faveur des droits des personnes en situation de handicap.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

08 **Question de Claire Hugon à Vincent Van Quickenborne (VPM Justice et Mer du Nord) sur "L'emploi au SPF Justice des personnes en situation de handicap" (55017428C)**

08 **Vraag van Claire Hugon aan Vincent Van Quickenborne (VEM Justitie en Noordzee) over "De tewerkstelling van personen met een handicap bij de FOD Justitie" (55017428C)**

08.01 **Claire Hugon** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, l'article 27 de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées consacre le droit au travail pour celles-ci, notamment "la possibilité de gagner leur vie en accomplissant un travail librement choisi ou accepté sur un marché du travail et dans un lieu de travail ouvert, favorisant l'inclusion et accessible aux personnes handicapées". Pour ce faire, les États prennent des mesures appropriées pour "employer des personnes handicapées dans le secteur public" et "faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés aux lieux de travail en faveur des personnes handicapées". En droit belge, l'arrêté royal du 5 mars 2007 organisant le recrutement des personnes handicapées au niveau fédéral prévoit un taux d'emploi minimum de 3 %.

Monsieur le ministre, le SPF Justice a-t-il atteint ce taux de 3 %? Emploie-t-il des personnes en situation de handicap? Si c'est le cas, quel est leur nombre? Quel est leur taux d'emploi? Quelles informations reçoivent-elles quant aux aménagements raisonnables qu'elles peuvent